La conférence climat n’attendra pas décembre

lundi 13 juillet 2015

Une tribune de 20 dirigeants d’associations et de syndicats, publiée par "Libération".

TRIBUNE

La France se veut exemplaire en organisant la conférence de Paris à la fin de l’année. Mais le Président oublie les sommets préparatoires, comme celui d’Addis-Abeba, et coupe dans l’aide au développement.

En accueillant la conférence climat (Cop 21) en cette année 2015, année internationale dédiée au développement, la France a fait le choix d’endosser une double responsabilité : être exemplaire et crédible vis-à-vis des autres pays mais aussi de ses concitoyens et de la société civile mondiale. Les enjeux de cette conférence dépassent le territoire national et le mandat du président Hollande. Les décisions prises cette année lors de la conférence climat détermineront le sort de la planète et de ses habitants pour les années à venir. Mais cette conférence n’en sera pas le seul déterminant. D’autres réunions internationales précèdent la COP 21 et sont toutes aussi cruciales pour l’avenir du monde ainsi que pour le succès de la conférence climat. La conférence sur le financement du développement, qui se tient jusqu’à jeudi à Addis-Abeba, et le sommet des Nations unies sur les objectifs de développement durable, en septembre, contribueront à définir le monde dans lequel nous vivrons pour les quinze prochaines années et au-delà.

En faisant le choix de ne pas se rendre à Addis-Abeba, le président Hollande envoie un signal négatif aux autres pays qui seront aussi autour de la table des négociations lors de la conférence de Paris. La France ne semble pas avoir pris la mesure de l’enjeu. Les décisions pour l’avenir de la planète et de ses habitants ne se prennent pas à la carte. Le climat et le développement sont un seul et même défi auquel il faut apporter une réponse globale, qui passe par la définition et le financement d’objectifs globaux et universels.

La conférence d’Addis-Abeba n’est pas une conférence comme une autre. C’est celle qui doit fixer des règles du jeu économique, financier et commercial plus justes et qui doit donner au monde les moyens d’atteindre des objectifs visant à garantir à tous les mêmes chances, peu importe le lieu de naissance. Cette conférence aura un impact sur la vie de millions de personnes. Au risque de paraître trop dramatique, mais la réalité est telle, les résultats de cette réunion se jugeront en vies humaines. Les engagements financiers promis par les pays donateurs comme par les pays en développement permettront d’investir ou non dans des projets vitaux, comme, par exemple, la lutte contre la mortalité maternelle.

Alors, certes, la réussite de cette conférence ne repose pas sur les seules épaules de la France. Mais elle en est un acteur majeur : de par son poids économique qui, malgré la crise, demeure bien au-dessus de bon nombre de pays ; de par son influence politique et de son image de pays défenseur des droits humains. Mais aussi et surtout, parce qu’elle accueille cette année la conférence climat et qu’elle s’est donc engagée en faveur du développement durable.

Or la trajectoire que prend la France depuis cinq ans semble bien contraire aux principes de solidarité et d’égalité que le pays dit défendre. Une trajectoire qui ne fait pas figure d’exemple et de

moteur pour ses partenaires.

Malgré l'adoption d'une loi d'orientation pour sa politique de développement en 2014, le budget d'aide au développement a atteint son niveau le plus faible, mesuré en ratio de la richesse nationale, depuis dix ans. Au lieu de tendre vers l'objectif international maintes fois affirmé d'allouer 0,7% de la richesse nationale à cette aide, la France s'en éloigne toujours plus, année après année. Il faut stopper cette hémorragie, arrêter de sacrifier cette aide cruciale et qui, bien ciblée, peut sortir à long terme des millions de personnes de l'extrême pauvreté et prévenir des crises bien plus coûteuses à résilier a posteriori.

La France, par le sacrifice de son aide publique dans ce secteur, n'est pas en adéquation avec les ambitions des objectifs de développement durable et envoie au monde des messages contradictoires.

Le constat est là. Il est encore temps de renverser la vapeur. La France peut montrer l'exemple en défendant des engagements ambitieux à Addis-Abeba, par la voix de sa secrétaire d'Etat au Développement, Annick Girardin. La France doit notamment reprendre une trajectoire crédible vers les 0,7 % d'allocation du revenu national à l'aide au développement, comme le Président l'avait promis en 2013. La France doit aussi soutenir, renforcer et appliquer la proposition d'allouer au moins la moitié de cette aide aux pays les moins avancés. Ces pays sont ceux qui concentrent les niveaux d'extrême pauvreté les plus graves et ils représentent un quart des membres de l'ONU, facteur non négligeable en amont de la négociation climat. Elle doit promouvoir à l'échelle européenne et internationale le développement de financements innovants, comme une taxe sur les transactions financières solidaire et ambitieuse. Enfin, la France doit soutenir la création d'un organisme fiscal intergouvernemental au sein des Nations unies, qui permettrait aux pays en développement de prendre part, sur un pied d'égalité, aux décisions concernant la fiscalité internationale. Et ainsi lutter efficacement contre l'évasion fiscale des multinationales, qui fait perdre chaque année plusieurs milliards de dollars aux pays en développement.

L'avenir de la planète ne se jouera pas qu'à Paris, en décembre. La France doit s'impliquer dès maintenant dans les processus internationaux pour faire de 2015 une année historique, où le monde entier se sera fixé des objectifs ambitieux, accompagnés de moyens adéquats pour offrir aux générations futures une planète plus juste et préservée.

CHARLES-EMMANUEL BALLANGER Directeur France-Europe de Aide et Action
ROLAND BIACHE Délégué général de Solidarité laïque
VIRGINIE BINEAU Directrice générale adjointe d'Eau-Vive
VINCENT BROSSEL Directeur de Peuples solidaires - ActionAid France
PATRICE BURGER Directeur de Cari
MARC DUFUMIER président de la Plateforme pour le commerce équitable
CLAIRE FEHRENBACH Directrice générale d'Oxfam France
YVONNICK HUET Directeur général Agrisud International
PIERRE JACQUEMOT Président du Gret
PHILIPPE JAHSHAN président de Coordination SUD
KRISTEL MALEGUE Coordinatrice de la Coalition Eau
JEAN-LOUIS MAROLLEAU Secrétaire exécutif de Réseau Foi et Justice Afrique Europe
BERNARD PINAUD délégué général du CCFD-Terre solidaire
FRIEDERIKE RÖDER Directrice de ONE France
PASCALE QUIVY Déléguée générale du Comité français pour la solidarité internationale
MATHIEU RUILLET Délégué général du Geres
KHADY SAKHO NIANG Présidente du Forim
JEAN-ROCH SERRA Directeur général de la Chaîne de l'espoir
STÉPHANIE SELLE Directrice de l'association Planète Enfants

ANNE-FRANÇOISE TAISNE Déléguée générale du Comité français pour la solidarité internationale

Tribune publiée à l'adresse
http://www.liberation.fr/politiques/2015/07/13/la-conference-climat-n-attendra-pas-decembre_1347373

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1201